

## **20 juin 2013 à la Société de géographie**

### **Le centenaire du congrès national arabe de Paris**

**Le 20 juin 2013, un colloque a été organisé par la Société de géographie et l'Observatoire d'études géopolitiques, sous le Haut Patronage du Président de la République, au siège de la Société de géographie à Paris pour célébrer le centenaire du congrès national arabe qui s'était tenu au même endroit, en juin 1913. Une plaque commémorative a été dévoilée à cette occasion. Plusieurs universitaires ont présenté des communications : Mme Anne-Laure Dupont, Gérard Khoury, Jean-Robert Pitte, président de la société de géographie, Thierry Rambaud et Charles Saint-Prot, de l'Observatoire d'études géopolitiques.**





## Cent ans après le congrès national arabe de Paris

par Charles Saint-Prot

Au cours du XIXe siècle, un mouvement de renaissance, la *Nahda*, entreprit de faire progresser le peuple arabe par une résurgence culturelle et linguistique qui évolua progressivement vers une aspiration politique. Le pionnier le plus hardi du mouvement national arabe fut un Syrien d'une ancienne famille musulmane d'Alep, Abdel Rahman el Kawakibi, empoisonné par les Turcs en 1902 au Caire. A l'instar d'un autre Syrien, Rachid Rida, Kawakibi faisait partie du mouvement réformiste musulman (Islah) impulsé par Mohammed Abdou ; il conjugait réformisme religieux et nationalisme arabe. En 1905, un syro-libanais chrétien, Négib Azoury, publiait, en français et à Paris, *Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque* dans lequel il se prononçait en faveur d'une séparation de l'empire ottoman et la création d'un Etat arabe indépendant.

Au début du XXe siècle, une partie du monde arabe (la Syrie, dont le Liban et la Palestine, la Mésopotamie, le Hedjaz et certains territoires du Yémen) vivait encore sous l'occupation ottomane. Le système ottoman était avant tout un empire, il se souciait fort peu de la communauté islamique et le califat n'était plus qu'un symbole désuet au service du pouvoir du sultan. Les empires ne font qu'enlever aux hommes leur identité sans rien mettre à la place. Ils sont des monstres froids qui n'ont ni terre aimée, ni âme collective. Ils ne songent qu'à vivre et à se conserver. Ils privilégient les foules informes sur les citoyens libres. Tel était précisément l'empire ottoman. Jamais cet empire n'avait su s'attacher ses populations arabes. Certes, l'administration impériale avait recours à des fonctionnaires civils et militaires arabes, mais ceux-ci n'étaient pas plus fidèles à

l'idée ottomane que les fonctionnaires hongrois ne le furent à l'empire des Habsbourg.

Dans les provinces soumises à la Porte, la situation ne cessa de se dégrader après la révolution, en 1908, du Comité Union et Progrès (les « Jeunes Turcs »), contre le pouvoir du sultan. A la suite du renversement d'Abdulhamid en avril 1909, on allait assister au durcissement du pouvoir du Comité Union et Progrès tandis que le nouveau sultan, Mehmet V, serait désormais cantonné dans un rôle purement honorifique. Toujours lumineux, le fameux historien Jacques Bainville a pu noter qu'au lieu de régénérer l'empire ottoman, « *la révolution en hâta la décadence* ». En effet, les nouveaux maîtres du pouvoir ne se souciaient pas de redresser un empire multiculturel et tolérant, respectueux des diversités, ils voulaient tout uniment sauver la domination turque sur les provinces occupées.

### **Le mécontentement des Arabes sous le giron des Ottomans**

Outre la sous-représentation des députés arabes alors que les Arabes formaient la plus importante communauté de l'empire, la colère était alimentée par les mesures impopulaires telles que l'imposition forcée de la langue turque. En même temps, les Arabes commençaient à s'inquiéter des projets de colonisation sioniste en Palestine. Un nouveau sujet de polémique contre les Turcs était venu s'ajouter avec les tractations plus ou moins occultes entre les dirigeants d'Union et Progrès et le nouveau mouvement sioniste qui rêvait d'implanter les Européens juifs en Palestine. Il est incontestable que la révolution des Jeunes Turcs fut une véritable aubaine pour l'organisation sioniste qui put ouvrir un bureau dès la fin 1908 à Constantinople, sous le couvert d'une compagnie bancaire.

Peu à peu un mouvement national arabe s'organisa dans des sociétés secrètes formées par des intellectuels, hauts fonctionnaires et officiers arabes : *al Muntada al Adabi* (le cercle littéraire), *al Kahtâniyya* puis *al Ahd* (le Pacte), *Hizb al Lâmarkaziyya* (Parti de la décentralisation) avec comme chefs de file Rafik el Azm, de Damas, le cheikh Rachid Rida, figure de proue du mouvement islamique réformiste, Abdulhamid el Zahraoui, personnalité musulmane de Homs, les Libanais Iskandar Ammoun et Fouad el Khatib, Hafez el Saïd, Palestinien de Jaffa ou Ali Nachâchibi de Jérusalem.

L'une des sociétés qui eut le plus d'influence fut fondée en France sous le nom de Jam'iyat al Arabiyya al Fatat par des intellectuels et des étudiants venus de Syrie, du Liban, de Palestine et d'Irak. Dans ses Mémoires, l'un de ses dirigeants Ahmed Qadri a écrit que le programme d'al Fatat ne mentionnait pas l'indépendance mais celle-ci était l'objectif suprême. Al Fatat travaillait donc pour l'indépendance du monde arabe, pour la libération du joug ottoman et refusait toute domination étrangère.

Après un nouveau coup d'Etat à Constantinople en janvier 1913, la fraction la plus extrémiste des Jeunes Turcs avait pris le pouvoir. Cette équipe écartait résolument toute idée de réforme. Des associations arabes commencèrent à être réprimées comme le Comité des réformes dissout à Beyrouth. Alors que les nouveaux dirigeants turcs intensifiaient la répression contre les militants de l'arabisme, al Fatat – en liaison avec des personnalités comme Chekri Ganem, le fameux auteur de la pièce de théâtre *Antar*, jouée à l'Odéon, Khairallah T. Khairallah et les frères Moutran - lança l'initiative de réunir un congrès arabe afin d'appeler l'attention de la communauté internationale sur la cause arabe. Le

choix se porta sur Paris où, depuis l'arrivée aux affaires de Poincaré, le gouvernement avait une politique étrangère plus déterminée.

En outre, des milieux intellectuels et de la haute administration française commençaient à entrevoir ce qui deviendra la politique arabe de la France. En avril 1913, les invitations furent lancées avec un manifeste intitulé « *Appel à la Nation arabe* » indiquant que le congrès souhaitait montrer au monde que « *la nation arabe forme une entité sociale vivante et indivisible* ». Il fut décidé de confier la présidence au cheikh Abdulhamid el Zahraoui, un notable de Damas qui était une personnalité dotée d'un fort charisme.

### **Un mouvement multiconfessionnel**

Le 18 juin 1913, le congrès arabe se tint dans la grande salle de conférences de la Société de géographie au 184 boulevard Saint-Germain à Paris. Cette honorable société avait été considérée comme un terrain neutre et assez prestigieux pour accueillir l'événement. Vingt-cinq délégués (Syrie, Liban, Palestine, Transjordanie, Mésopotamie, diaspora aux Amériques) étaient inscrits. Le nombre des participants s'élevait à environ 200 Arabes, dont plusieurs Egyptiens auxquels s'ajoutèrent plusieurs dizaines de Français venus pour assister à la clôture. Le nombre de délégués chrétiens était pratiquement égal à celui des musulmans.

Ce dépassement du confessionnalisme, cet esprit d'unité et de tolérance est sans doute l'une des fortes idées du mouvement national arabe qui rassembla des musulmans sunnites, des musulmans chiites, des druzes comme l'émir Arslan, des chrétiens maronites ou des chrétiens orthodoxes, des Arabes de confession juive. Non seulement le mouvement n'avait aucun caractère confessionnel, mais le jeune nationalisme arabe n'avait pas non plus de caractère ethnique. A la différence du nationalisme allemand, il était plus proche de la conception française de vivre ensemble pour bâtir un projet commun. Il est notable que des Kurdes solidaires de leur environnement et leur appartenance à l'espace arabe en firent partie, par exemple l'universitaire Mohammed Kurd'Ali, originaire de Soulaymaniya en Irak.

La séance fut ouverte par le président el Zahraoui qui, après avoir rappelé que les Arabes, au sein de l'Empire ottoman, « sont venus à percevoir les effets néfastes de la politique de l'empire » précisa : « Si les réformes n'interviennent pas, la situation, changera du tout au tout »; ce qui signifiait que les Arabes choisiraient alors l'indépendance. Le 21 juin, les délégués adoptèrent une résolution constituant la première expression officielle de revendications arabes formulées par une instance représentative. Le texte appelait notamment à des réformes radicales et urgentes afin « d'assurer aux Arabes l'exercice de leurs droits politique » et le respect de leur langue nationale. Des délégués du congrès furent reçus, à la demande de la France, par les autorités turques auxquelles ils présentèrent leurs demandes. Des promesses leur furent faites et un protocole fut signé, mais il ne fut jamais appliqué.

Le Congrès arabe de Paris a été l'ultime tentative pour tenter de jeter les bases d'une nouvelle coopération arabo-turque. Au lieu de saisir l'occasion, les Jeunes Turcs choisirent d'aller « *tête baissée vers l'abîme* » en s'enfermant dans une idéologie touranienne extrémiste. Dans ces conditions, le mécontentement arabe alla en grandissant. L'agence Havas pouvait noter à la mi-novembre 1913 : « *La population de Syrie est unanime à espérer sa séparation de la Turquie* ».

C'est dans ce contexte que le monde marcha vers la guerre. Le régime des Jeunes Turcs, qui avait pris le parti de l'Axe, profita du prétexte pour faire exécuter les dirigeants nationalistes à Beyrouth et à Damas. L'ancien président du congrès de Paris, el Zahraoui, fut pendu à Damas, le 6 mai 1916. Quelques mois plus tard, éclatait à partir du Hedjaz la Révolte arabe qui avait reçu des promesses de Londres concernant la création d'un Etat arabe. On sait que ces promesses ne furent jamais tenues...

Le congrès arabe de Paris a marqué une étape dans la naissance du mouvement panarabe qui se développa durant l'entre-deux guerres avec les congrès de Jérusalem (1931) et de Bloudane (1937), avant de prendre son essor avec le Baas et Nasser.

### **Que reste-t-il du congrès arabe de Paris ?**

De nos jours, que reste-t-il du congrès de Paris ? Il reste l'essentiel : à savoir qu'il y a un siècle, des responsables arabes se réunissaient pour appeler à un renouveau arabe dans le respect des principes de libertés et d'indépendance, de tolérance et de progrès. Ils furent l'avant-garde d'un mouvement qui prit de l'ampleur après la Seconde Guerre mondiale avec Nasser et le parti Baas de Michel Aflak, le philosophe de la pensée nationale arabe.

Quelle qu'ait été l'ampleur des échecs, dus à l'acharnement des coups portés par les ennemis des Arabes et, parfois, aux erreurs commises, le nationalisme continue à représenter pour une bonne partie du monde arabe un avenir possible et, en tout cas, moins médiocre que le présent actuel. Par conséquent - et sans doute plus qu'un intégrisme sectaire n'offrant qu'une mauvaise caricature de l'islam - le nationalisme arabe incarne une espérance. Celle d'un véritable printemps de la nation arabe dont ce mouvement a porté - et continue à porter - l'inépuisable volonté de vivre et de revivre.